

Par dérogation à l'alinéa premier, les dispositions de l'article 48 seront appliquées avec effet rétroactif à partir de la période de subventionnement 2006-2009.

Art. 56. Le présent décret entre en vigueur le 31 mai 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,
B. ANCIAUX

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents. — Projet de décret 1631 - N° 1. — Rapport de l'audition : 1631 - N° 2. — Amendements : 1631 - N° 3. — Rapport : 1631 - N° 4. — Amendements : 1631 - N° 5. — Texte adopté en séance plénière : 1631 - N° 6.

Annales. — Discussion et adoption : Séance du 11 juin 2008.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2543

[2008/202766]

3 JUILLET 2008. — Décret modifiant le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, les mots "5 000 hectares" sont remplacés par les mots "10 000 hectares".

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Les communes peuvent prendre l'initiative de créer un parc naturel sur leur territoire.

La ou les provinces dont ces communes font partie peuvent être associées à la création d'un parc naturel.

Les autorités qui prennent l'initiative de créer un parc naturel s'associent sous forme d'une association de projet au sens de l'article L1512-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ou en secteur "parc naturel" au sein d'une intercommunale ayant, dans son objet social, l'aménagement du territoire ou/et le développement économique. L'association de projet ou l'intercommunale de développement économique et d'aménagement du territoire hébergeant le secteur "parc naturel" constitue le pouvoir organisateur du parc naturel.

Le conseil d'administration de l'intercommunale peut déléguer, conformément à l'article L1523-18, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation une partie de ses pouvoirs au comité de gestion du secteur parc naturel.

En dérogation à l'article L1523-18, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'organe de gestion du secteur est le comité de gestion de secteur composé de minimum quatre administrateurs désignés sur proposition des communes associées à ce secteur et de maximum deux membres par commune ou province représentant les communes ou provinces associées à ce secteur désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. »

Art. 3. L'article 3 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le pouvoir organisateur institue un comité d'étude composé des communes du périmètre du parc naturel et d'autres milieux concernés, dont les promoteurs du parc naturel.

Le comité d'étude établit un rapport relatif à la création du parc naturel comprenant au moins :

1° les limites du parc naturel;

2° le plan de gestion dont le contenu est fixé à l'article 8;

3° les conséquences économiques, sociales et environnementales, pour les communes intéressées et pour leurs habitants, de la création du parc naturel;

4° la proposition d'application du Règlement général sur les bâtisses en site rural sur tout ou partie du territoire des communes concernées, et cela après consultation de l'autorité désignée par le Gouvernement.

Le rapport est transmis au pouvoir organisateur.

Le Gouvernement fixe les modalités d'élaboration de ce rapport. »

Art. 4. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Après réception du rapport visé à l'article 3, le pouvoir organisateur établit un projet de création du parc naturel portant sur la dénomination, les limites, le plan de gestion du parc naturel et l'inscription de tout ou partie du territoire du parc naturel dans un périmètre où s'applique le Règlement général sur les bâtisses en site rural.

Le projet est notifié dans les dix jours de son établissement aux communes concernées ainsi qu'au Gouvernement wallon.

Dans les deux mois de la notification du projet, les conseils communaux émettent un avis favorable ou défavorable. L'avis favorable peut être assorti de conditions. L'avis qui n'a pas été exprimé dans le délai est réputé favorable.

§ 2. Le projet de création du parc naturel est soumis au système d'évaluation des incidences sur l'environnement organisé par le chapitre 2 de la partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le pouvoir organisateur fait procéder à l'étude d'incidences sur l'environnement du projet de création du parc naturel dans le mois de la réception des avis des conseils communaux des communes concernées visés au § 1^{er}.

§ 3. Dans le cadre de l'application de l'article D.57, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le pouvoir organisateur consulte également le ou les Gouvernement(s) communautaire(s) concerné(s), le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, le Conseil économique et social de la Région wallonne, la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles, excepté pour les projets de parcs naturels situés sur le territoire de la région de langue allemande, la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, le cas échéant, la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité et, le cas échéant, la Commission locale de Développement rural de chaque commune concernée. »

Art. 5. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le pouvoir organisateur ne peut proposer la création d'un parc naturel au Gouvernement wallon que sur avis favorable de l'ensemble des communes concernées.

Le pouvoir organisateur transmet au Gouvernement le projet de création du parc naturel. »

Art. 6. L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Après examen du projet, le Gouvernement peut arrêter la création du parc naturel dans les deux mois de la réception du projet visé à l'article 5. La décision du Gouvernement porte sur la dénomination, les limites et le plan de gestion du parc naturel et l'inscription de tout ou partie du territoire du parc naturel dans un périmètre où s'applique le Règlement général sur les bâtisses en site rural.

L'avis final du comité d'étude visé à l'article 4, § 2, et le rapport sur les incidences environnementales du projet sont déposés à la maison communale de chacune des communes composant le pouvoir organisateur en vue d'en assurer la publicité. »

Art. 7. L'intitulé du chapitre II du même décret est remplacé par l'intitulé "Chapitre II. — Rôle du parc naturel".

Art. 8. L'article 7 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Le parc naturel vise à :

- 1° assurer la protection, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel et paysager du parc naturel;
- 2° contribuer, dans les limites du périmètre du parc naturel, à définir et à orienter les projets d'aménagement du territoire suivant les principes du développement durable;
- 3° encourager le développement durable sur le territoire du parc naturel, en contribuant au développement local, sur les plans économique et social, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de la vie;
- 4° organiser l'accueil, l'éducation et l'information du public;
- 5° participer à l'expérimentation de nouveaux modes de gestion de l'espace rural, au test de processus et méthodes innovants de planification, ainsi qu'à la mise en œuvre de programmes européens et de coopération territoriale européenne;
- 6° rechercher la collaboration entre les parcs naturels et, le cas échéant, la collaboration transfrontalière avec les zones similaires des régions ou pays limitrophes;
- 7° susciter la mise en œuvre d'opérations de développement rural dans les communes qui le composent et veiller à ce que la cohérence des projets transcommunaux dans le cadre des programmes communaux de développement rural soit assurée. »

Art. 9. L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Le plan de gestion visé à l'article 3, alinéa 2, 2°, définit :

- 1° un échéancier des mesures à prendre, dans un délai de dix ans, pour mettre en œuvre le rôle visé à l'article 7;
- 2° une description des moyens financiers, matériels et humains nécessaires à la mise en œuvre de ce rôle;
- 3° les modifications éventuelles des plans d'aménagement du territoire en vigueur en vue d'en assurer la cohérence avec le rôle du parc naturel visé à l'article 7. »

Art. 10. L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Dans un délai de trois ans à dater de la création du parc naturel en vertu de l'article 6, le pouvoir organisateur adopte une charte paysagère dont le contenu et les modalités d'élaboration sont fixés par le Gouvernement.

Dès son entrée en vigueur, la charte paysagère fait partie intégrante du plan de gestion.

Dans le cadre de son élaboration, la charte paysagère est soumise aux dispositions du Livre I^{er} du Code de l'Environnement relatives aux modalités de participation du public en matière d'environnement, ainsi qu'au système d'évaluation des incidences sur l'environnement organisé par le chapitre 2 de la partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 11. L'article 10 du même décret est abrogé.

Art. 12. Le chapitre III du même décret, comprenant les articles 11 à 16, est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III. — *De La Commission de gestion des parcs naturels*

Art. 11. Lorsque la décision de création d'un parc naturel est adoptée en vertu de l'article 6, une commission de gestion du parc naturel est créée à l'initiative du pouvoir organisateur.

Elle prend la forme d'une association sans but lucratif ayant pour objet la mise en œuvre du plan de gestion visé à l'article 8.

La commission de gestion est composée, de manière équilibrée, de membres représentant le pouvoir organisateur et de membres représentant notamment, au niveau local :

- 1° les associations actives dans le domaine de la conservation de la nature;
- 2° les différentes initiatives ayant un impact sur le territoire du parc naturel;
- 3° les secteurs de l'économie, de l'artisanat, du tourisme et des loisirs.

La commission de gestion peut inviter, en qualité d'expert, des représentants des administrations et des organes consultatifs directement concernés.

Deux tiers au maximum des membres de la commission de gestion sont du même sexe.

Art. 12. La commission de gestion a pour missions :

1° d'adresser aux autorités compétentes des propositions en vue de la réalisation du plan de gestion visé à l'article 8;

2° d'exécuter le plan de gestion;

3° de délivrer des avis aux administrations publiques;

4° de proposer au pouvoir organisateur, s'il y a lieu, des modifications au plan de gestion;

5° d'élaborer les rapports d'activités et d'évaluation visés aux articles 13, § 2, et 18;

6° d'assurer le suivi de la charte paysagère visée à l'article 9.

Les décisions de la commission de gestion sont soumises à la tutelle organisée par les articles L3111-1 à L3123-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Art. 13. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur met à la disposition de la commission de gestion les moyens administratifs et, sans préjudice de l'alinéa 2, les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux commissions de gestion des parcs naturels des subventions destinées à couvrir leurs frais de fonctionnement et d'investissement.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de ces subventions.

§ 2. La commission de gestion rédige un rapport annuel d'activités concernant la mise en œuvre du rôle et du plan de gestion visés respectivement aux articles 7 et 8, ainsi que l'affectation des moyens financiers alloués par la Région.

Ce rapport est transmis à l'agent désigné par le Gouvernement au plus tard pour le 31 mars de chaque année.

L'agent désigné par le Gouvernement peut convoquer le représentant de la commission de gestion afin de présenter le rapport annuel.

Le rapport annuel d'activités est présenté par la commission de gestion du parc naturel aux conseils communaux concernés.

Art. 14. § 1^{er}. En ce qui concerne le territoire compris dans le parc naturel, l'avis de la commission de gestion est sollicité dans les cas suivants :

1° l'octroi des permis d'environnement ou des permis uniques relatifs à des établissements de classe 1 au sens de l'article 3 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2° l'octroi de permis de lotir ou d'urbanisme délivrés par le Gouvernement wallon, par le fonctionnaire délégué ou par le collège communal sur l'avis préalable du fonctionnaire délégué, dans les cas qui seront déterminés par arrêté du Gouvernement;

3° l'octroi des permis d'environnement ou des permis uniques portant sur un déversement d'eaux usées dans les eaux de surface;

4° l'octroi des permis d'environnement ou des permis uniques portant sur le périmètre de la zone de prévention éloignée d'un captage d'eaux souterraines d'une capacité inférieure ou égale à 10 000 000 m³/an.

§ 2. Les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement concernant les avis des instances consultées sont applicables aux avis visés au § 1^{er}, 1°, 3° et 4°.

L'avis visé au § 1^{er}, 2°, est sollicité par l'autorité compétente.

Art. 15. En ce qui concerne le territoire compris dans le parc naturel, les autorités compétentes sont tenues de demander l'avis de la commission de gestion dans les cas suivants :

1° préalablement à tout engagement de dépense ordinaire ou extraordinaire et à toute décision de passation de marché public, relatives à des travaux de curage, d'entretien, de réparation, d'amélioration et de modification des cours d'eau, ainsi que les barrages et les travaux de création ou de modification de voirie sur le domaine public;

2° avant la clôture de l'enquête prévue par l'article 21 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;

3° avant la clôture de l'enquête publique relative aux projets de plans d'aménagement du territoire et aux rapports urbanistiques et environnementaux visés à l'article 33 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

4° préalablement à l'inscription de tout ou partie du territoire du parc naturel dans un périmètre où s'applique le Règlement général sur les bâtisses en site rural;

5° préalablement à tout arrêté portant l'aménagement ou la modification de l'aménagement des bois et forêts soumis au régime forestier;

6° préalablement à toute décision établissant ou modifiant un plan de gestion pour des réserves naturelles pour lesquelles sont imposés l'établissement et le respect d'un plan de gestion;

7° préalablement à la décision de pose d'un collecteur d'eaux usées.

Art. 16. Le Gouvernement règle la procédure relative aux demandes d'avis prévues aux articles 14 et 15.

A cet effet, les commissions de gestion sont tenues de communiquer leur avis dans les cas prévus aux articles 14 et 15 dans un délai de trente jours à compter de la demande de l'autorité compétente. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Le délai prescrit pour remettre les avis dans les cas visés aux articles 14 et 15 est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août. »

Art. 13. L'intitulé du chapitre IV du même décret est remplacé par l'intitulé "Chapitre IV. — Evaluation, modification et suppression des parcs naturels".

Art. 14. A l'article 17 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "à l'initiative du pouvoir organisateur" sont remplacés par les mots "par le Gouvernement sur proposition du pouvoir organisateur";

2. le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Toute commune limitrophe d'un parc naturel peut demander l'intégration de tout ou partie de son territoire dans ce parc.

Dans ce cas, le pouvoir organisateur prend en considération la demande, en informe le Gouvernement wallon, prend l'avis de chacune des autorités ayant pris l'initiative de créer le parc naturel concerné et consulte la commission de gestion.

Le pouvoir organisateur élabore une proposition motivée en fonction du rôle prévu à l'article 7 du présent décret et en informe le Gouvernement.

Lorsque la décision du pouvoir organisateur est favorable à la demande d'intégration adressée par une commune limitrophe, le pouvoir organisateur transmet au Gouvernement une proposition de modification des limites du parc au plus tard dans les six mois qui suivent la décision.

Le Gouvernement statue conformément à l'article 6. »;

3. le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Le plan de gestion d'un parc naturel peut être modifié par le Gouvernement, sur proposition du pouvoir organisateur. »;

4. dans le § 3, alinéa 2, les mots "les objectifs poursuivis, visés à l'article 6, 1^{or}" sont remplacés par les mots "les mesures visées à l'article 8, 1^{or}";

5. le § 3 est complété par l'alinéa suivant : "Le Gouvernement statue conformément aux modalités prévues à l'article 6.";

6. dans le § 4, les mots "du pouvoir organisateur ou" sont insérés entre les mots "de la composition" et les mots "de la commission de gestion";

7. dans le § 4, les mots "trois mois" sont remplacés par les mots "nonante jours";

8. dans le § 4, les mots "ou qui approuve" sont supprimés.

Art. 15. L'article 18 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. § 1^{er}. Le parc naturel fait l'objet d'une évaluation décennale. Une évaluation intermédiaire est réalisée après une période de cinq ans.

L'évaluation décennale et l'évaluation intermédiaire portent sur le fonctionnement du parc naturel et de la commission de gestion, ainsi que sur le bilan des actions menées par le parc naturel dans le cadre du rôle visé à l'article 7 et du plan de gestion visé à l'article 8.

La cohérence entre le plan de gestion et les plans et programmes en vigueur, ainsi que l'adéquation des politiques communales par rapport aux objectifs du plan de gestion, sont également évaluées.

L'agent désigné par le Gouvernement notifie à la commission de gestion, au moins cent quatre-vingts jours à l'avance, la date endéans laquelle doivent lui être transmis les rapports d'évaluation décennale et d'évaluation intermédiaire.

§ 2. Les rapports d'évaluation décennale et d'évaluation intermédiaire sont élaborés par la commission de gestion sur la base d'une grille d'évaluation arrêtée par le Gouvernement.

Les rapports sont soumis pour examen par la commission de gestion aux instances consultées à l'occasion de la création du parc naturel.

Ces instances remettent leur avis à l'autorité désignée par le Gouvernement dans un délai de soixante jours à compter de la réception du rapport d'évaluation. A défaut, cet avis est réputé favorable.

§ 3. Un comité de suivi composé des différents services de la Région wallonne concernés par les missions du parc naturel est institué pour l'ensemble des parcs naturels.

Le comité de suivi remet un avis à l'agent désigné par le Gouvernement sur les rapports d'évaluation dans les cent quatre-vingts jours qui suivent leur dépôt par la commission de gestion du parc naturel.

L'autorité désignée par le Gouvernement peut, dans les soixante jours qui suivent la réception de l'avis du comité de suivi, proposer au Gouvernement de réorienter ou de supprimer le parc naturel. »

Art. 16. L'article 19, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. 19. Un parc naturel peut être supprimé par arrêté du Gouvernement wallon suite à une évaluation négative en application de l'article 18 ou sur proposition du pouvoir organisateur.

Après que l'autorité ayant proposé la suppression du parc ou, le cas échéant, le pouvoir organisateur, a établi un projet de suppression, l'article 4, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, est applicable.

La commission de gestion est consultée sur le projet. »

Art. 17. L'intitulé du chapitre V du même décret est remplacé par l'intitulé "Chapitre V. — Consultation du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature".

Art. 18. A l'article 21 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "francs" sont remplacés par les mots "euros";

2° le point 2° est abrogé.

Art. 19. Dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, les parcs naturels créés à la date d'entrée en vigueur de celui-ci se conforment aux obligations prescrites par le décret du 16 juillet 1985, tel que modifié par le présent décret et sous réserve de l'alinéa 2.

Les articles 1^{er}, alinéa 2, et 2 du décret du 16 juillet 1985, tel que modifié par le présent décret, ne leur sont pas applicables.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 789 (2007-2008), n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique 25 juin 2008.

Discussion - Votes.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2543

[2008/202766]

3. JULI 2008 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks (1)

Das Wallonische Parlament hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 1, Absatz 2 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird der Wortlaut "5 000 ha" durch den Wortlaut "10 000 ha" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Die Gemeinden können die Initiative zur Errichtung eines Naturparks auf ihrem Gebiet ergreifen.

Die Provinz(en), der/denen diese Gemeinden angehören, können an der Errichtung eines Naturparks beteiligt werden.

Die Behörden, die die Initiative zur Errichtung eines Naturparks ergreifen, schließen sich als eine Projektvereinigung im Sinne von Artikel L1512-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung oder als Sektor "Naturpark" innerhalb einer Interkommunale, deren Gesellschaftszweck die Raumordnung und/oder die wirtschaftliche Entwicklung enthält, zusammen. Die Projektvereinigung oder die Interkommunale zur wirtschaftlichen Entwicklung und zur Raumordnung, die das Sektor "Naturpark" enthält, bildet die veranstaltende Behörde des Naturparks.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale kann gemäß Artikel L1523-18 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung dem Verwaltungsausschuss des Sektors "Naturpark" einen Teil seiner Befugnisse übertragen.

In Abweichung von Artikel L1523-18 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ist das Verwaltungsorgan des Sektors der Sektorverwaltungsausschuss, der sich wenigstens aus vier Verwaltern, die auf Vorschlag der diesem Sektor angeschlossenen Gemeinden bezeichnet werden und höchstens aus zwei Mitgliedern pro Gemeinde oder Provinz, die diese diesem Sektor angeschlossenen Gemeinden oder Provinzen vertreten, unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden, gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches bezeichnet werden, zusammensetzt.»

Art. 3 - Artikel 3 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3 - Die veranstaltende Behörde setzt einen Studienausschuss ein, der aus den Gemeinden, in deren Gebiet der Naturpark liegt, sowie aus anderen betroffenen Kreisen, darunter den Förderern des Naturparks zusammengesetzt ist.

Der Studienausschuss erstellt einen Bericht über die Errichtung des Naturparks, der mindestens Folgendes umfasst:

- 1° die Grenzen des Naturparks;
- 2° den Verwaltungsplan, dessen Inhalt in Artikel 8 festgelegt ist;
- 3° die wirtschaftlichen, sozialen und umweltbezogenen Auswirkungen der Errichtung des Naturparks auf die betroffenen Gemeinden und ihre Einwohner;
- 4° den Vorschlag der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden auf die Gesamtheit des Gebiets der betroffenen Gemeinden oder auf einen Teil davon, und dies nachdem die durch die Regierung bezeichnete Behörde zu Rate gezogen wurde.

Der Bericht wird der veranstaltenden Behörde übermittelt.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Erstellung dieses Berichts fest.»

Art. 4 - Artikel 4 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1 - Nach Empfang des in Artikel 3 erwähnten Berichts stellt die veranstaltende Behörde einen Entwurf zur Errichtung des Naturparks über die Bezeichnung, die Grenzen, den Verwaltungsplan des Naturparks und die Eintragung des gesamten Gebiets des Naturparks oder eines Teils davon in einem Umkreis, auf den die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden Anwendung findet, auf.

Der Entwurf wird innerhalb von zehn Tagen nach seiner Aufstellung den betroffenen Gemeinden sowie der Wallonischen Regierung zugestellt.

Innerhalb von zwei Monaten nach der Zustellung des Entwurfs geben die Gemeinderäte ein günstiges oder ungünstiges Gutachten ab. Das günstige Gutachten kann mit Bedingungen versehen werden. Wenn das Gutachten nicht fristgemäß abgegeben wird, gilt es als günstig.

§ 2 - Der Entwurf zur Errichtung des Naturparks wird dem System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit, das durch Kapitel 2 des Teils V des Buchs I des Umweltgesetzbuches organisiert wird, unterworfen.

Die veranstaltende Behörde lässt die Umweltverträglichkeitsprüfung des Entwurfs zur Errichtung des Naturparks innerhalb des Monats nach Empfang der Gutachten der Gemeinderäte der im ersten Paragraphen erwähnten betroffenen Gemeinden vornehmen.

§ 3 - Im Rahmen der Anwendung von Artikel D.57 § 3 des Buchs I des Umweltgesetzbuches berät sich die veranstaltende Behörde ebenfalls mit der oder den betroffenen gemeinschaftlichen Regierungen, dem Wallonischen hohen Rat für die Erhaltung der Natur, dem Sozial- und Wirtschaftsrat der Wallonischen Region, der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen, außer für die Entwürfe von auf dem Gebiet deutscher Sprache gelegenen Naturparks, dem Regionalausschuss für Raumordnung, ggf. dem kommunaler Beratungsausschuss für Raumordnung und ggf. der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung jeder betroffenen Gemeinde.»

Art. 5 - Artikel 5 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Die veranstaltende Behörde kann der Wallonischen Regierung die Errichtung eines Naturparks nur nach Erhalt des günstigen Gutachtens der gesamten betroffenen Gemeinden vorschlagen.

Die veranstaltende Behörde übermittelt der Regierung den Entwurf zur Errichtung des Naturparks.»

Art. 6 - Artikel 6 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - Nach Überprüfung des Entwurfs kann die Regierung innerhalb von zwei Monaten nach dem Empfang des in Artikel 5 erwähnten Entwurfs die Errichtung des Naturparks beschließen. Der Beschluss der Regierung bezieht sich auf die Bezeichnung, die Grenzen, den Verwaltungsplan des Naturparks und die Eintragung des gesamten Gebiets des Naturparks oder eines Teils davon in einem Umkreis, auf den die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden Anwendung findet.

Das endgültige Gutachten des in Artikel 4 § 2 erwähnten Studienausschusses und der Bericht über die Umweltverträglichkeit des Entwurfs werden im Gemeindehaus jeder der Gemeinden, die die veranstaltende Behörde zusammensetzen, hinterlegt, um ihre Bekanntmachung zu gewährleisten.»

Art. 7 - Die Überschrift des Kapitels II desselben Dekrets wird durch die Überschrift "Kapitel II — Rolle des Naturparks" ersetzt.

Art. 8 - Artikel 7 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - Der Naturpark zielt darauf ab:

- 1° den Schutz, die Verwaltung und die Aufwertung des Natur- und Landschaftserbes des Naturparks zu gewährleisten;
- 2° in den Grenzen des Umkreises des Naturparks Beitrag zu der Festlegung und der Orientierung der Raumordnungsprojekte nach den Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung zu leisten;
- 3° die nachhaltige Entwicklung auf dem Gebiet des Naturparks zu fördern, indem ein Beitrag zu der örtlichen Entwicklung auf den wirtschaftlichen und sozialen Gebieten sowie zu der Verbesserung der Lebensqualität geleistet wird;
- 4° den Empfang, die Erziehung und die Unterrichtung der Öffentlichkeit zu organisieren;
- 5° am Experimentieren von neuen Arten der Verwaltung des ländlichen Raums, an der Prüfung von innovativen Planungsverfahren und -methoden sowie an der Verwirklichung von europäischen Programmen und Programmen der Europäischen territorialen Zusammenarbeit teilzunehmen;
- 6° die Zusammenarbeit zwischen den Naturparks und ggf. die grenzüberschreitende Zusammenarbeit mit den gleichartigen Gebieten der angrenzenden Regionen oder Länder anzustreben;
- 7° die Durchführung von Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung in den Gemeinden, die ihn zusammensetzen, anzuregen und dafür zu sorgen, dass die Kohärenz der transkommunalen Projekte im Rahmen der gemeindlichen Programme zur ländlichen Entwicklung gewährleistet wird.»

Art. 9 - Artikel. 8 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Der in Artikel 3 Absatz 2 2° erwähnte Verwaltungsplan bestimmt:

1° ein Programm der innerhalb einer zehnjährigen Frist zu ergreifenden Maßnahmen, um die in Artikel 7 erwähnte Rolle auszuüben;

2° eine Beschreibung der finanziellen, materiellen und menschlichen Mittel, die für die Ausübung dieser Rolle notwendig sind;

3° die eventuellen Abänderungen der geltenden Raumordnungsplänen, um ihre Kohärenz mit der in Artikel 7 erwähnten Rolle des Naturparks zu gewährleisten.»

Art. 10 - Artikel. 9 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 9 - Innerhalb einer Frist von drei Jahren ab dem Datum der Errichtung des Naturparks nach Artikel 6, verabschiedet die veranstaltende Behörde eine Landschaftscharta, deren Inhalt und Aufstellungsmodalitäten durch die Regierung festgelegt werden.

Sofort nach ihrem Inkrafttreten ist die Landschaftscharta ein integrierender Bestandteil des Verwaltungsplans.

Im Rahmen ihrer Aufstellung unterliegt die Landschaftscharta den Bestimmungen des Buchs I des Umweltgesetzbuches betreffend die Beteiligung der Öffentlichkeit im Sachen Umwelt sowie betreffend das durch das Kapitel 2 des Teils V des Buchs I des Umweltgesetzbuches organisierte System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit.»

Art. 11 - Artikel 10 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 12 - Kapitel III desselben Dekrets, das die Artikel 11 bis 16 umfasst, wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«KAPITEL III — *Verwaltungskommission der Naturparks*

Art. 11 - Wenn der Beschluss über die Errichtung eines Naturparks aufgrund Artikel 6 getroffen wurde, wird eine Verwaltungskommission des Naturparks auf Initiative der veranstaltenden Behörde eingesetzt.

Sie wird in Form einer Vereinigung ohne Erwerbszweck eingesetzt, die die Ausführung des in Artikel 8 erwähnten Verwaltungsplans bezweckt.

Die Verwaltungskommission umfasst auf ausgeglichene Art und Weise Mitglieder, die die veranstaltende Behörde vertreten, und Mitglieder, die auf lokaler Ebene insbesondere Folgendes vertreten:

1° die im Bereich der Naturerhaltung tätigen Vereinigungen;

2° die verschiedenen Initiativen, die eine Auswirkung auf das Gebiet des Naturparks haben;

3° die Sektoren der Wirtschaft, der handwerklichen Betriebe, des Tourismus und der Freizeitaktivitäten.

Die Verwaltungskommission ist berechtigt, Vertreter der Verwaltungen und der direkt betroffenen beratenden Organe als Sachverständige einzuladen.

Höchstens zwei Drittel der Mitglieder der Verwaltungskommission gehören demselben Geschlecht an.

Art. 12 - Die Verwaltungskommission hat als Aufgaben:

1° den zuständigen Behörden Vorschläge zwecks der Ausführung des in Artikel 8 erwähnten Verwaltungsplans zu übermitteln;

2° den Verwaltungsplan auszuführen;

3° den öffentlichen Verwaltungen Gutachten abzugeben;

4° der veranstaltenden Behörde ggf. Abänderungen des Verwaltungsplans vorzuschlagen;

5° die in Artikeln 13 § 2 und 18 erwähnten Tätigkeits- und Bewertungsberichte zu erstellen;

6° die Fortführung der in Artikel 9 erwähnten Landschaftscharta zu gewährleisten.

Die Beschlüsse der Verwaltungskommission werden der in Artikeln L3111-1 bis L3123-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung organisierten Aufsichtsbehörde vorgelegt.

Art. 13 - § 1 - Die veranstaltende Behörde stellt der Verwaltungskommission die Verwaltungsmittel und unbeschadet von Absatz 2 die Finanzmittel, die für die Durchführung ihrer Aufgabe notwendig sind, zur Verfügung.

Im Rahmen der Haushaltsmittel gewährt die Regierung den Verwaltungskommissionen der Naturparks Zuschüsse, die dazu bestimmt sind, ihre Betriebs- und Investitionskosten zu decken.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Zuschüsse.

§ 2 - Die Verwaltungskommission erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht über die Durchführung der in Artikel 7 erwähnten Rolle und des in Artikel 8 erwähnten Verwaltungsplans sowie über die Verwendung der durch die Region gewährten Finanzmittel.

Dieser Bericht wird spätestens am 31. März jedes Jahres dem von der Regierung bezeichneten Bediensteten übermittelt.

Der durch die Regierung bezeichnete Bedienstete ist berechtigt, den Vertreter der Verwaltungskommission vorzuladen, um den jährlichen Bericht zu unterbreiten.

Der jährliche Tätigkeitsbericht wird den betroffenen Gemeinderäten durch die Verwaltungskommission unterbreitet.

Art. 14 - § 1 - Was das im Naturpark gelegene Gebiet betrifft, wird das Gutachten der Verwaltungskommission in den folgenden Fällen beantragt:

1° die Gewährung der Umwelt- oder Globalgenehmigungen über die Betriebe der Klasse 1 im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigungen;

2° die Gewährung der Parzellierungs- oder Städtebaugenehmigungen, die durch die Wallonische Regierung, den beauftragten Beamten oder das Gemeindegremium auf vorheriges Gutachten des beauftragten Beamten ausgestellt werden, in den Fällen, die durch Erlass der Regierung festgelegt werden;

3° die Gewährung der Umwelt- oder Globalgenehmigungen betreffend die Ableitung von Abwasser in das Oberflächenwasser;

4° die Gewährung der Umwelt- oder Globalgenehmigungen betreffend den Umkreis der Präventivzone, die von einer Grundwasserfassung mit einer Kapazität von höchstens 10 000 000 m³/pro Jahr entfernt ist.

§ 2 - Die Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung betreffend die Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen finden Anwendung auf die in § 1 1°, 3° und 4° erwähnten Gutachten.

Das in § 1 2° erwähnte Gutachten wird durch die zuständige Behörde eingeholt.

Art. 15 - Was das im Naturpark gelegene Gebiet betrifft, werden die zuständigen Behörden verpflichtet, das Gutachten der Verwaltungskommission in den folgenden Fällen zu beantragen:

1° vor jeglicher ordentlichen oder außerordentlichen Ausgabe und vor jeglichem Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Auftrags betreffend die Ausschlämm-, Instandhaltungs-, Reparatur-, Verbesserungs- und Abänderungsarbeiten an Wasserläufen sowie an Staudämmen und betreffend die Arbeiten zur Schaffung oder Abänderung des öffentlichen Straßennetzes;

2° vor der Beendigung der in Artikel 21 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze vorgesehenen Untersuchung;

3° vor der Beendigung der öffentlichen Untersuchung über die Projekte von Raumordnungsplänen und die Städtebau- und Umweltberichten, die in Artikel 33 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnt sind;

4° vor der Eintragung des gesamten Gebiets des Naturparks oder eines Teils davon in einem Umkreis, auf den die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden Anwendung findet;

5° vor jeglichem Erlass zur Einrichtung oder zur Abänderung der Einrichtung der der Forstordnung unterworfenen Wälder und Forsten;

6° vor jeglichem Beschluss zur Festlegung oder zur Abänderung eines Verwaltungsplans für die Naturschutzgebiete, für die die Festlegung und die Beachtung eines Verwaltungsplans auferlegt sind;

7° vor dem Beschluss, einen Abwassersammler anzulegen.

Art. 16 - Die Regierung regelt das Verfahren über die in Artikeln 14 und 15 vorgesehenen Anträge auf Gutachten.

Zu diesem Zweck sind die Verwaltungskommissionen verpflichtet, in den in Artikeln 14 und 15 vorgesehenen Fällen ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Antrag der zuständigen Behörde abzugeben. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Die Frist für die Abgabe der Gutachten in den in Artikeln 14 und 15 erwähnten Fällen wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August unterbrochen.

Art. 13 - Die Überschrift des Kapitels IV desselben Dekrets wird durch die Überschrift "Kapitel IV — Bewertung, Abänderung und Aufhebung der Naturparks" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 17 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "auf Initiative des Trägers" durch den Wortlaut "durch die Regierung auf Vorschlag der veranstaltenden Behörde" ersetzt;

2. § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Jede an eine Naturpark grenzende Gemeinde darf die Integration seines gesamten Gebiets oder eines Teils davon in diesen Park beantragen.

Die veranstaltende Behörde nimmt in diesem Fall den Antrag in Betracht, informiert die Wallonische Regierung darüber, holt das Gutachten jeder der Behörden, die die Initiative ergriffen haben, den betroffenen Naturpark zu errichten und zieht die Verwaltungskommission zu Rate.

Die veranstaltende Behörde erarbeitet einen begründeten Vorschlag je nach der in Artikel 7 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Rolle und informiert die Regierung darüber.

Wenn der Beschluss der veranstaltenden Behörde für den durch eine benachbarte Gemeinde eingereichten Antrag auf Integration günstig ist, übermittelt die veranstaltende Behörde der Regierung spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Beschluss einen Vorschlag für die Abänderung der Grenzen des Parks.

Die Regierung befindet darüber gemäß Artikel 6.»;

3. § 3 Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Verwaltungsplan eines Naturparks kann durch die Regierung auf Vorschlag der veranstaltenden Behörde abgeändert werden.»;

4. In § 3 Absatz 2 wird der Wortlaut "die in Artikel 6, Punkt 1 verfolgten Ziele" durch den Wortlaut "die in Artikel 8, 1° erwähnten Maßnahmen" ersetzt;

5. § 3 wird mit folgendem Absatz ergänzt: "Die Regierung befindet darüber gemäß den in Artikel 6 vorgesehenen Modalitäten.";

6. In § 4 wird der Wortlaut "der veranstaltenden Behörde oder" zwischen den Wortlaut "der Zusammensetzung" und den Wortlaut "der Verwaltungskommission" eingefügt;

7. In § 4 wird der Wortlaut "drei Monaten" durch den Wortlaut "neunzig Tagen" ersetzt;

8. In § 4 wird der Wortlaut "oder genehmigt" gestrichen.

Art. 15 - Artikel 18 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 18 - § 1 - Der Naturpark ist Gegenstand einer Bewertung alle zehn Jahre. Eine Zwischenbewertung wird nach einem Zeitraum von fünf Jahren vorgenommen.

Die Bewertung nach jeweils zehn Jahren und die Zwischenbewertung beziehen sich auf die Arbeitsweise des Naturparks und der Verwaltungskommission sowie auf die Bilanz der Maßnahmen, die durch den Naturpark im Rahmen der in Artikel 7 erwähnten Rolle und des in Artikel 8 erwähnten Verwaltungsplans getätigt werden.

Die Kohärenz zwischen dem Verwaltungsplan und den geltenden Plänen und Programmen sowie die Übereinstimmung der gemeindlichen Politik mit den Zielen des Verwaltungsplans werden ebenfalls bewertet.

Der durch die Regierung bezeichnete Bedienstete teilt der Verwaltungskommission mindestens hundertachtzig Tage vorher das Datum mit, an dem ihm die Berichte über die nach jeweils zehn Jahren durchgeführte Bewertung und die Zwischenbewertung übermittelt werden müssen.

§ 2 - Die Berichte über die Bewertung nach jeweils zehn Jahren und die Zwischenbewertung werden durch die Verwaltungskommission auf der Grundlage eines durch die Regierung festgelegten Bewertungsschlüssels erstellt.

Die Berichte werden den Instanzen, die bei der Errichtung des Naturparks zu Rate gezogen wurden, durch die Verwaltungskommission zur Überprüfung vorgelegt.

Diese Instanzen geben der durch die Regierung bezeichneten Behörde ihr Gutachten innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Bewertungsberichts ab. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

§ 3 - Ein Begleitausschuss, der aus den verschiedenen von den Aufgaben des Naturparks betroffenen Dienststellen der Wallonischen Region zusammengesetzt ist, wird für die Gesamtheit der Naturparks eingesetzt.

Der Begleitausschuss gibt dem durch die Regierung bezeichneten Bediensteten ein Gutachten über die Bewertungsberichte innerhalb von hundertachtzig Tagen nach ihrer Hinterlegung durch die Verwaltungskommission des Naturparks ab.

Die durch die Regierung bezeichnete Behörde kann innerhalb von sechzig Tagen nach dem Empfang des Gutachtens des Begleitausschusses der Regierung vorschlagen, den Naturpark neu zu orientieren oder aufzuheben.»

Art. 16 - Artikel 19 Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Art. 19 - Ein Naturpark kann durch Erlass der Wallonischen Regierung infolge einer negativen Bewertung in Anwendung von Artikel 18 oder auf Vorschlag der veranstaltenden Behörde aufgehoben werden.

Nachdem die Behörde, die die Aufhebung des Naturparks vorgeschlagen hat, oder ggf. die veranstaltende Behörde einen Aufhebungsentwurf erarbeitet hat, findet Artikel 4 § 1 Absätze 2 und 3 Anwendung.

Die Verwaltungskommission wird über diesen Entwurf zu Rate gezogen.»

Art. 17 - Die Überschrift des Kapitels V desselben Dekrets wird durch die Überschrift "Kapitel V — Beratung mit dem Wallonischen hohen Rat für die Erhaltung der Natur" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 21 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Franken" wird durch das Wort "Euro" ersetzt;

2° Punkt 2 wird gestrichen.

Art. 19 - Innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets kommen die am Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets errichteten Naturparks den Verpflichtungen, die durch das Dekret vom 16. Juli 1985, in seiner durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung, vorgeschrieben sind und unbeschadet von Absatz 2 nach.

Artikel 1, Absatz 2 und 2 des Dekrets vom 16. Juli 1985, in seiner durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung, sind auf diese nicht anwendbar.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2007-2008

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 789 (2007-2008), Nrn. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 25. Juni 2008

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2543

[2008/202766]

3 JULI 2008. — Decreet tot wijziging van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, tweede lid, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken worden de woorden "5 000 ha" vervangen door de woorden "10 000 ha".

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De gemeenten mogen het initiatief nemen tot het oprichten van een natuurpark op hun grondgebied.

De provincie(s) waarvan deze gemeenten deel uitmaken kan (kunnen) betrokken worden bij de oprichting van een natuurpark.

De overheden die het initiatief nemen tot het oprichten van een natuurpark verenigen zich in de vorm van een projectvereniging in de zin van artikel L1512-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie of in een sector "natuurparken" binnen een intercommunale met ruimtelijke ordening en/of economische ontwikkeling als maatschappelijk doel. De projectvereniging of de intercommunale inzake economische ontwikkeling en ruimtelijke ordening die de sector "natuurpark" inhoudt vormt de inrichtende macht van het natuurpark.

De raad van bestuur van de intercommunale kan overeenkomstig artikel L1523-18, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie een deel van zijn bevoegdheden overdragen aan het beheerscomité van de sector natuurpark.

In afwijking van artikel L1523-18, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie is het beheersorgaan van de sector het beheerscomité van de sector. Het is samengesteld uit minstens vier bestuurders aangewezen op de voordracht van de met deze sector verenigde gemeenten en uit maximum twee leden per gemeente of provincie die de met deze sector verenigde gemeenten of provincies vertegenwoordigen, aangewezen naar evenredigheid van de gezamenlijke gemeenteraden van de verenigde gemeenten overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De inrichtende macht richt een studiec comité op dat samengesteld is uit de gemeenten van de omgeving van het natuurpark en andere betrokken milieus, waaronder de promotors van het natuurpark.

Het studiec comité stelt een verslag op i.v.m. de oprichting van een natuurpark waarin op zijn minst de volgende gegevens vermeld worden :

1° de grenzen van het natuurpark;

2° het beheersplan waarvan de inhoud in artikel 8 vastligt;

3° de economische, sociale en milieugevolgen van de oprichting van een natuurpark voor de betrokken gemeenten en hun inwoners;

4° het voorstel tot toepassing van het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden op het grondgebied van de betrokken gemeenten of een gedeelte daarvan, na raadpleging van de door de Regering aangewezen overheid.

Het verslag wordt aan de inrichtende macht overgemaakt.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de opstelling van die verslag. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Na ontvangst van het verslag bedoeld in artikel 3 stelt de inrichtende macht een ontwerp tot oprichting van een natuurpark op dat betrekking heeft op de benaming, de grenzen en het beheersplan ervan en de opnemng van het geheel of een gedeelte ervan in een omtrek waar het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is.

Het ontwerp wordt binnen tien dagen na opstelling ervan aan de betrokken gemeenten alsook aan de Regering overgemaakt.

De gemeenteraden brengen een gunstig of ongunstig advies uit binnen twee maanden na de kennisgeving van het ontwerp. Het gunstig advies kan met voorwaarden gepaard gaan. Het advies dat niet uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn wordt geacht gunstig te zijn.

§ 2. Het ontwerp tot oprichting van een natuurpark wordt onderworpen aan het systeem van de milieueffectevaluatie ingevoerd overeenkomstig hoofdstuk 2 van deel V van Boek I van het Milieuwetboek.

De inrichtende macht laat het milieueffectonderzoek betreffende het ontwerp tot oprichting van het natuurpark uitvoeren binnen een maand na ontvangst van de adviezen van de gemeenteraden van de betrokken gemeenten bedoeld in § 1.

§ 3. In het kader van de toepassing van artikel D.57, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek raadpleegt de inrichtende macht ook de betrokken Gemeenschapsregering(en), de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen, met uitzondering van de projecten voor natuurparken gelegen op het Duitse taalgebied, de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), in voorkomend geval, de "Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité" (Gemeentelijke Adviescommissie voor Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit) en, in voorkomend geval, "la Commission locale de développement rural" (Lokale Commissie voor Landelijke Ontwikkeling) van elke betrokken gemeente. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Alleen op gunstig advies van de gezamenlijke betrokken gemeenten kan de inrichtende macht de oprichting van een natuurpark aan de Waalse Regering voorstellen.

Het ontwerp tot oprichting van een natuurpark wordt door de inrichtende macht aan de Regering overgemaakt.

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Na onderzoek van het project kan de Regering tot de oprichting van een natuurpark beslissen binnen twee maanden na ontvangst van het ontwerp bedoeld in artikel 5. De beslissing van de Regering heeft betrekking op de benaming, de grenzen en het beheersplan van het natuurpark en de opnemng van het geheel of een gedeelte van het grondgebied van het natuurpark in een omtrek die onder het toepassingsgebied van het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden valt.

Het eindadvies van het studiec comité bedoeld in artikel 4, § 2, en het milieueffectrapport van het project worden ter bekendmaking neergelegd op het gemeentehuis van elke gemeente van de inrichtende macht.

Art 7. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt vervangen door het opschrift "Hoofdstuk II. — Rol van het natuurpark".

Art. 8. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. — Het natuurpark heeft de volgende opdrachten :

1° de bescherming, het beheer en de valorisatie van het natuurlijk en landschappelijk erfgoed van het natuurpark;
2° binnen de grenzen van zijn omtrek bijdragen tot het definiëren en oriënteren van de projecten inzake ruimtelijke ordening volgens de principes van duurzame ontwikkeling;

3° de duurzame ontwikkeling op zijn grondgebied bevorderen door op economisch en sociaal vlak bij te dragen tot de plaatselijke ontwikkeling en tot de verbetering van de leefkwaliteit;

4° het publiek onthalen, opleiden en informeren;

5° deelnemen aan het experimenteren van nieuwe beheersmethodes van de landelijke ruimte, aan het uittesten van innoverende planningsprocessen en -methodes, alsook aan de uitvoering van Europese programma's en programma's inzake Europese territoriale samenwerking;

6° streven naar de samenwerking tussen natuurparken en, in voorkomend geval, de grensoverschrijdende samenwerking met de soortgelijke gebieden in de aangrenzende gewesten of landen;

7° aanzetten tot de tenuitvoerlegging van plattelandsontwikkelingsoperaties in de gemeente die er deel van uitmaken en toezien op de coherentie van de intergemeentelijke projecten in het kader van de gemeentelijke programma's inzake plattelandsontwikkeling. »

Art. 9. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Het beheersplan bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2°, voorziet in :

1° een tijdschema voor de maatregelen die binnen een termijn van tien jaar genomen moeten worden om de in artikel 7 bedoelde rol ten uitvoer te brengen;

2° een omschrijving van de financiële, materiële en menselijke middelen die voor de tenuitvoerbrenning van deze rol nodig zijn;

3° de eventuele wijzigingen van de vigerende ruimtelijke ordeningsplannen opdat ze coherent zouden zijn met de rol van het natuurpark bedoeld in artikel 7. »

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Binnen een termijn van drie jaar, te rekenen van de datum van oprichting van het natuurpark krachtens artikel 6, wordt door de inrichtende macht een landschapshandvest aangenomen waarvan de inhoud en de uitwerkingsmodaliteiten door de Regering worden bepaald.

Het landschapshandvest maakt noodzakelijk deel uit van het beheersplan zodra het in werking treedt.

In het kader van zijn uitwerking wordt het landschapshandvest onderworpen aan de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek betreffende de modaliteiten voor inspraak van het publiek inzake het leefmilieu, alsook aan een systeem van milieueffectevaluatie ingevoerd krachtens hoofdstuk 2 van deel V van Boek I van het Milieuwetboek. »

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art 12. Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, dat de artikelen 11 tot 16 bevat, wordt vervangen als volgt :

« **HOOFDSTUK III. — Beheerscomité van de natuurparken**

Art. 11. Als de beslissing tot oprichting van een natuurpark krachtens artikel 6 wordt aangenomen, wordt een beheerscomité van het natuurpark opgericht op initiatief van de inrichtende macht.

Ze neemt de vorm aan van een vereniging zonder winstoogmerk met als doel de uitvoering van het beheersplan bedoeld in artikel 8.

Het beheerscomité is op evenwichtige wijze samengesteld uit leden van de inrichtende macht en uit leden die o.a. op plaatselijk vlak de volgende organisaties vertegenwoordigen :

1° de verenigingen die actief zijn op het vlak van het natuurbehoud;

2° de verschillende initiatieven die een weerslag hebben op het grondgebied van het natuurpark;

3° de sectoren economie, ambachtelijke activiteiten, toerisme en vrijetijd.

Het beheerscomité kan vertegenwoordigers van de rechtstreeks betrokken administraties en adviesorganen als deskundigen uitnodigen.

Maximum twee derde van de leden van het beheerscomité zijn van hetzelfde geslacht.

Art. 12. Het beheerscomité heeft de volgende opdrachten :

1° voorstellen richten aan de bevoegde overheden met het oog op de realisatie van het beheersplan bedoeld in artikel 8;

2° het beheersplan uitvoeren;

3° advies verlenen aan de openbare administraties;

4° desnoods wijzigingen in het beheersplan aan de inrichtende macht overleggen;

5° de activiteiten- en evaluatieverslagen bedoeld in de artikelen 13, § 2, en 18 uitwerken;

6° zorgen voor de opvolging van het landschapshandvest bedoeld in artikel 9.

De beslissingen van het beheerscomité worden onderworpen aan het toezicht dat georganiseerd wordt krachtens de artikelen L3111-1 tot L3123 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Art. 13. § 1. De inrichtende macht verschaft het beheerscomité de administratieve middelen, en onverminderd het tweede lid, de financiële middelen die het nodig heeft om zijn opdracht te vervullen.

Binnen de perken van de budgettaire kredieten verleent de Regering subsidies aan de beheerscomités van de natuurparken ter dekking van hun werkings- en investeringskosten.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van deze subsidies.

§ 2. Het beheerscomité stelt een jaarlijks activiteitenverslag op betreffende de uitvoering van de rol en het beheersplan bedoeld in de artikelen 7 en 8, alsook de bestemming van de financiële middelen die door het Gewest worden toegekend.

Dat verslag wordt jaarlijks uiterlijk 31 maart overgemaakt aan de door de Regering aangewezen ambtenaar.

De door de Regering aangewezen ambtenaar kan de vertegenwoordiger van het beheerscomité oproepen zodat hij het jaarverslag kan overleggen.

Het jaarlijks activiteitenverslag wordt door het beheerscomité van het natuurpark aan de betrokken gemeenteraden overgelegd.

Art. 14. § 1. Wat betreft het grondgebied dat in het natuurpark ligt, wordt het beheerscomité om advies verzocht in de volgende gevallen :

1° de toekenning van milieuvergunningen of van eenmalige vergunningen voor inrichtingen van klasse 1 in de zin van artikel 3 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° de toekenning van stedenbouwkundige of verkavelingsvergunningen door de Waalse Regering, de afgevaardigde ambtenaar of het gemeentecollege na voorafgaand advies van de afgevaardigde ambtenaar, in de gevallen die bij besluit van de Regering worden bepaald;

3° de toekenning van milieuvergunningen of eenmalige vergunningen voor het lozen van afvalwater in de oppervlaktewateren;

4° de toekenning van milieuvergunningen of eenmalige vergunningen betreffende de omtrek van het preventiegebied verwijderd van een grondwaterwinning met een capaciteit van 10 000 000 m³/jaar of minder.

§ 2. De bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning met betrekking tot de adviezen van de geraadpleegde instanties zijn van toepassing op de adviezen bedoeld in § 1, 1°, 3° en 4°.

Het in het eerste §, 2°, bedoelde advies wordt gevraagd door de bevoegde overheid.

Art. 15. Wat betreft het grondgebied dat in het natuurpark ligt, zijn de bevoegde overheden ertoe gehouden het beheerscomité om advies te verzoeken in de hiernavolgende gevallen :

1° vóór iedere gewone of buitengewone uitgave en iedere beslissing tot gunning van een overheidsopdracht betreffende werken i.v.m. de uitbaggering, het onderhoud, het herstel, de verbetering en de wijziging van waterlopen, alsook stuwdammen en werken i.v.m. de aanleg of de wijziging van wegen op het openbaar domein;

2° vóór het afsluiten van het onderzoek bepaald bij artikel 21 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

3° vóór het afsluiten van het openbaar onderzoek betreffende ontwerpen van plannen van ruimtelijke ordening en stedenbouwkundige en milieuverslagen bedoeld in artikel 33 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

4° vóór de opnemingsaanvraag van het geheel of een gedeelte van het grondgebied van het natuurpark in een omtrek dat onder het toepassingsgebied van het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden valt;

5° vóór ieder besluit tot inrichting of wijziging van de inrichting van bossen en wouden onderworpen aan het bosstelsel;

6° vóór iedere beslissing tot opstelling of wijziging van een beheersplan voor natuurreservaten waarvoor de opstelling en de inachtneming van een beheersplan geëist worden;

7° vooraleer beslist wordt een afvalwatercollector te plaatsen.

Art. 16. De Regering regelt de procedure betreffende de adviesaanvragen bedoeld in de artikelen 14 en 15.

In de gevallen bepaald bij de artikelen 14 en 15 zijn de beheerscomités verplicht advies uit te brengen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van het verzoek van de bevoegde overheid. Bij gebreke daarvan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De termijn voorgeschreven om adviezen uit te brengen in de gevallen bedoeld in de artikelen 14 en 15 wordt geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Art 13. Het opschrift van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt vervangen door het opschrift "Hoofdstuk IV. — Evaluatie, wijziging en afschaffing van natuurparken".

Art. 14. In Artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden "op initiatief van de inrichtende macht" vervangen door de woorden "door de Regering op voorstel van de inrichtende macht";

2. § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Iedere aangrenzende gemeente van een natuurpark kan om de volledige of gedeeltelijke integratie van haar grondgebied in dat park verzoeken.

De inrichtende macht neemt in dit geval de aanvraag in aanmerking, brengt de Waalse Regering hiervan op de hoogte, verzoekt om het advies van elke overheid die het initiatief tot de oprichting van het park heeft genomen en raadpleegt het beheerscomité.

De inrichtende macht werkt een voorstel uit dat gemotiveerd is naargelang van de bij artikel 7 van dit decreet bepaalde rol en brengt de Waalse Regering hiervan op de hoogte.

Wanneer de inrichtende macht zich gunstig uitspreekt over de door een aangrenzende gemeente ingediende opnemingsaanvraag, maakt ze uiterlijk zes maanden na de beslissing een voorstel tot wijziging van de grenzen van het park aan de Regering over.

De Regering beslist overeenkomstig artikel 6. »;

3. § 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Het beheersplan van een natuurpark kan door de Regering gewijzigd worden op voorstel van de inrichtende macht. »;

4. in § 3, tweede lid, worden de woorden "de in artikel 6, 1°, bedoelde doelstellingen" vervangen door de woorden "de in artikel 8, 1°, bedoelde maatregelen";

5. § 3 wordt aangevuld met het volgende lid : "De Regering beslist overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 6. »;

6. in § 4 worden de woorden "van de inrichtende macht of" ingevoegd tussen de woorden "voor de samenstelling" en de woorden "van het beheerscomité";

7. in § 4 worden de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "negenzig dagen";

8. in § 4 worden de woorden "of goedkeuring" geschrapt.

Art. 15. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

Art. 18. § 1. Het natuurpark is onderworpen aan een tienjaarlijkse evaluatie. Na vijf jaar wordt een tussentijdse evaluatie doorgevoerd.

De tienjaarlijkse en de tussentijdse evaluatie hebben betrekking op de werking van het natuurpark en van het beheerscomité, alsook op de balans van de acties die door het natuurpark worden gevoerd in het kader van de rol bedoeld in artikel 7 en het beheersplan bedoeld in artikel 8.

De samenhang tussen het beheersplan en de bestaande plannen en programma's, alsook de overeenstemming van het gemeentelijk beleid met de doelstellingen van het beheersplan, worden ook beoordeeld.

De door de Regering aangewezen ambtenaar geeft het beheerscomité minstens honderd twintig dagen op voorhand kennis van de termijn waarbinnen de tienjaarlijkse en tussentijdse evaluatieverslagen hem overgelegd moeten worden.

§ 2. De tienjaarlijkse en tussentijdse evaluatieverslagen worden door het beheerscomité opgesteld op basis van een door de Regering vastgelegde evaluatie-rooster.

De verslagen worden door het beheerscomité voor onderzoek overgelegd aan de instanties die bij de oprichting van het natuurpark om advies verzocht werden.

Deze instanties geven de door de Regering aangewezen overheid advies binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het evaluatieverslag. Bij gebreke daarvan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 3. Een opvolgingscomité bestaande uit verschillende diensten van het Waalse Gewest betrokken bij de opdrachten van het natuurpark wordt opgericht voor het geheel van de natuurparken.

Het opvolgingscomité geeft het door de Regering aangewezen personeelslid advies over de evaluatieverslagen binnen honderdtachtig dagen na de indiening van de verslagen door het beheerscomité van het natuurpark.

De door de Regering aangewezen overheid kan de Regering binnen zestig dagen na ontvangst van het advies van het opvolgingscomité voorstellen om het natuurpark te heroriënteren of af te schaffen. »

Art. 16. Artikel 19, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. Een natuurpark kan bij besluit van de Waalse Regering afgeschaft worden na een negatieve evaluatie overeenkomstig artikel 18 of op voorstel van de inrichtende macht.

Nadat de overheid die de afschaffing van het park heeft voorgesteld of, desgevallend, nadat de inrichtende macht een ontwerp van afschaffing heeft opgesteld, is artikel 4, § 1, tweede en derde lid, van toepassing.

Het beheerscomité wordt geraadpleegd over het ontwerp. »

Art 17. Het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt vervangen door het opschrift "Hoofdstuk V. — Raadpleging van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature".

Art. 18. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het woord "frank" wordt vervangen door het woord "euro";

2° punt 2° wordt opgeheven.

Art. 19. Binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit decreet, moeten de op diezelfde datum opgerichte natuurparken voldoen aan de verplichtingen opgelegd bij het decreet van 16 juli 1985, zoals gewijzigd bij dit decreet, onder voorbehoud van het tweede lid.

Ze vallen niet onder het toepassingsgebied van de artikelen 1, tweede lid, en 2 van het decreet van 16 juli 1985, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 789 (2007-2008), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 juni 2008.

Bespreking - Stemmingen.